



## SYNTHESE

*Tous les chiffres sont à fin février 2018 sauf indications contraires*

### **Raffermissement de l'économie mondiale sur fonds de politiques protectionnistes**

L'économie mondiale resterait orientée à la hausse au premier trimestre 2018, selon les premières estimations de croissance disponibles. Dans l'ensemble, la croissance de l'activité économique mondiale devrait s'accroître en 2018 pour se situer à +3,9% après +3,7% en 2017, sous l'impulsion du commerce international qui stimule à la fois les pays avancés et les marchés émergents. Toutefois, des risques subsistent, en lien notamment avec l'augmentation du déficit commercial américain qui pourrait induire l'adoption de politiques protectionnistes et amoindrir la croissance mondiale.

Au cours du premier trimestre 2018, la croissance du PIB des **pays avancés** ressortirait en augmentation de 0,5% selon les estimations de l'INSEE. Cette évolution se refléterait dans la plupart des pays.

Ainsi, aux **Etats-Unis**, le PIB enregistrerait une embellie de 0,5%, grâce notamment à la bonne orientation des dépenses de consommation soutenue par la réduction des taxes et des investissements des entreprises stimulés par la baisse des impôts des sociétés.

Dans la **zone euro**, le PIB progresserait également de 0,5%, malgré les incertitudes politiques dans certains pays (Allemagne et Italie) et l'appréciation de l'euro qui pourrait peser sur les exportations. Cette évolution du PIB proviendrait de la bonne orientation de l'activité en **Allemagne** (+0,6%), en **France** (+0,4%), en **Espagne** (+0,7%) et en **Italie** (+0,4%). L'économie de la zone est portée par la robustesse de la consommation privée et des investissements en équipements.

L'activité économique au **Royaume-Uni** serait en hausse de 0,3% au premier trimestre de 2018, portée par une hausse modérée de l'investissement et la reprise des exportations, malgré le ralentissement de la consommation des ménages.

Au **Japon**, le PIB augmenterait de 0,3% grâce au dynamisme de la consommation des ménages et au rebond des investissements privé et public. Toutefois, l'économie nipponne subirait le ralentissement de la demande extérieure.

Les **économies émergentes et en développement** profiteraient en 2018 d'une politique monétaire accommodante, de la solidité du commerce extérieur, ainsi que de l'afflux de capitaux étrangers qui permet de maintenir les coûts des emprunts à un niveau bas. Dans

ce contexte, les économies du Brésil (+1,9%) et de la Russie (+1,7%) poursuivraient leur redressement et le taux de croissance annuel de la Chine et de l'Inde resteraient robustes à +6,6% et +7,4% respectivement.

L'**Afrique subsaharienne** bénéficierait en 2018, de l'accélération du PIB au Nigeria (+2,1% contre +0,8% en 2017), en lien avec le redressement de la production pétrolière. Elle serait favorisée également par le maintien à la hausse de l'économie de l'Afrique du Sud (+0,9%), soutenue par l'amélioration des prix des produits à l'exportation et la vigueur de la consommation. La croissance du PIB de la région se situerait à +3,3% après +2,7% en 2017.

### **Evolution mitigée des cours des principaux produits de base**

Sur les deux premiers mois de l'année 2018, les cours moyens des principaux produits de base connaissent une évolution mitigée par rapport à la période correspondante de 2017. En effet, les cours du cacao (-3,7%), du café (-17,0%), de l'huile de palme (-10,9%), du caoutchouc (-40,4%) et du sucre (-32,6%) se contractent tandis que ceux du coton (+7,1%), de l'or (+9,7%), du pétrole brut (+20,6%) et du riz blanchi (+16,5%) croissent.

En évolution mensuelle, le cours du cacao se raffermirait de 8,8% sur le marché de Londres au mois de février 2018 pour s'afficher à 2 122,8 dollars la tonne contre 1 952,0 dollars la tonne en janvier 2018. A l'inverse, le cours du pétrole brut se contracte de 5,5%.

### **Appréciation de l'euro par rapport aux autres devises**

Sur le **marché des changes**, en moyenne sur les deux premiers mois de 2018, l'euro se raffermirait par rapport au dollar américain (+15,8%) et à la livre sterling (3,5%), en raison du regain d'intérêt des investisseurs pour la zone euro dans un contexte de réduction des injections de liquidités par la BCE.

### **Consolidation de l'économie nationale**

**Au plan national**, l'activité économique tire avantage d'un climat social apaisé, de la poursuite de la mise en œuvre des grands chantiers publics d'infrastructures et d'une politique monétaire accommodante. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie, le Gouvernement a reconduit au mois de janvier 2018, pour une durée de six mois, la mesure de plafonnement des prix et des marges de certains produits de grande consommation.

*Les réalisations à fin février 2018 comparées à celles de fin février 2017 se présentent comme suit :*

Le **secteur primaire** connaît une orientation favorable en lien avec les acquis du premier Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) couvrant la période 2012-2016. A fin février 2018, les productions d'anacarde (+34,2%), d'ananas (+7,7%), de banane (+17,4%), de coton graine (+8,4%) et de sucre (+11,3%) progressent.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité industrielle se renforce avec une augmentation de 5,7%, après la croissance de +4,4% au mois de janvier 2018. De même, le BTP poursuit sa bonne dynamique et ressort en accroissement de 23,4%, grâce à l'accélération de l'exécution des grands chantiers d'infrastructures en cours, notamment l'échangeur du carrefour SOLIBRA et le stade d'Anyama.

Le **secteur tertiaire** affiche, quant à lui, une bonne tenue de l'ensemble de ses composantes. Ainsi, l'Indice du Chiffre d'Affaires, le nombre de voyageurs commerciaux dans l'aérien, ainsi que les trafics maritime et ferroviaire, augmentent respectivement de 11,8%, 2,0%, 1,1% et 17,8%.

En moyenne sur la période sous revue, **les prix à la consommation** reculent de 0,2% en glissement annuel, suite à la baisse des prix des produits alimentaires (-0,8%) attribuable aux produits frais (-2,3%). En ce qui concerne les prix des produits non alimentaires, ils restent stables. En termes d'origine, une baisse des prix est observée à la fois au niveau des produits importés (-0,5%) et des produits locaux (-0,3%).

Le **marché de l'emploi**<sup>1</sup> formel dans le secteur moderne enregistre une hausse de l'effectif des salariés de 7,0%, correspondant à une création nette de 63 124 emplois sur un an. Cette progression provient aussi bien du secteur privé (+7,5% ; +52 653 emplois) que du secteur public (+5,2% ; +10 471 emplois).

Au niveau **des finances publiques**, les recouvrements des recettes totales et dons baissent de 10 milliards de FCFA par rapport à la même période de 2017 pour se situer à 662,4 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable à l'abandon de la taxe d'enregistrement du cacao au profit des producteurs. A l'inverse, les dépenses totales et prêts nets augmentent de 22,9 milliards de FCFA pour atteindre 728,3 milliards de FCFA.

Il se dégage un solde primaire de base excédentaire 101,4 milliards de FCFA et un solde budgétaire déficitaire de 65,9 milliards de

FCFA. Au cours de la période sous revue, l'Etat s'est financé sur le marché monétaire et financier à hauteur de 87,1 milliards de FCFA.

Du côté des **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels, il est enregistré un accroissement en valeur des importations (+20,0%) sous l'effet de la hausse du volume (+27,8%). En revanche, les exportations (-15,9%) fléchissent du fait du repli des prix (-16,8%) tandis que le volume croît de 1,1%. Il découle de ces évolutions un excédent commercial de 280,9 milliards en deçà de l'excédent de 672,0 milliards enregistré à fin février 2017.

Le **Financement de l'économie** est orienté à la hausse. Les mises en place de crédits ordinaires progressent de 127,5 milliards (+2,9%). De même, les escomptes des effets de commerce augmentent de 75,4 milliards (+9,0%).

Sur le **marché financier**, les principaux indices boursiers ressortent en deçà de leur niveau de la période correspondante de 2017. Les indices BRVM 10 et BRVM composite perdent 16,4% et 18,5% respectivement. De même, la capitalisation boursière diminue de 5,8% en lien avec le repli de la capitalisation du marché des actions (-13,6%), tandis que celle du marché des obligations croît de 18,2%. En ce qui concerne les transactions, elles augmentent en valeur et en volume de 28,4% et 203,8% respectivement.

**En conclusion**, l'orientation de l'activité économique est favorable sur les deux premiers mois de l'année 2018. Cette bonne dynamique devrait se poursuivre sur le reste de l'année avec l'accélération prévue de la mise en œuvre des programmes de développement des infrastructures (transport urbain, économie numérique, aéroports, ports, routes). Par ailleurs, le Gouvernement compte poursuivre l'amélioration du climat des affaires en mettant un accent particulier sur (i) la dématérialisation et la diminution des coûts des actes administratifs, (ii) la modernisation de la justice, et (iii) la réforme du système fiscal.

<sup>1</sup> Données de la Solde et de la CNPS

## Réalizations sectorielles à fin février 2018, comparées à celles à fin février 2017

**Secteur réel**

L'activité économique connaît un bon dynamisme en début d'année sous l'effet de l'ensemble des secteurs.

**Secteur primaire***Evolution favorable des cultures d'exportation*

Le secteur primaire s'inscrit dans une dynamique favorable au vu des premières données disponibles concernant l'anacarde, l'ananas, la banane, le coton graine et le sucre.

La production d'**anacarde** s'accroît de 34,2% pour se situer à 6 609,9 tonnes. Cette culture bénéficie de l'embellie du prix au producteur observée ces dernières années et de la réforme de la filière. Pour la campagne 2018, le prix au producteur minimum obligatoire est fixé à 500 FCFA, en augmentation de 13,6% par rapport à celui de la campagne précédente.

La **banane dessert** affiche une production de 79 100,7 tonnes en progression de 17,4%, grâce à la poursuite des investissements et l'appui technique et financier de l'Union Européenne à travers le programme de Mesures d'Appui à la Banane dessert (MAB).

La production d'**ananas** augmente de 7,7% pour atteindre 8 333,9 tonnes. La filière profite du regain de confiance des producteurs, en lien avec l'amélioration des outils de production et des circuits de commercialisation.

La **production sucrière** ressort en progression de 11,3% avec 75 234,8 tonnes. Cette évolution fait suite à la normalisation de la production après les incidents survenus sur une des unités productrices en 2016. Cependant, la production ne couvre pas totalement la demande nationale et la filière souffre d'un manque de compétitivité prix. Dans ce contexte, le Gouvernement ivoirien a autorisé l'importation de 40% des besoins en sucre par les deux entreprises nationales. Par ailleurs, d'importants investissements sont prévus pour accroître

davantage la production et couvrir l'ensemble des besoins nationaux à l'horizon 2023.

La production de **coton**, progresse de 8,4% pour atteindre 198 616,8 tonnes. Elle bénéficie de l'amélioration des rendements, en relation avec la distribution de semences améliorées. Pour la campagne 2017-2018, les prix minimum bord champ sont restés inchangés par rapport à ceux de la campagne précédente. Ainsi, les prix du coton de 1<sup>er</sup> choix et de 2<sup>ème</sup> choix ont été fixés respectivement à 265 FCFA/kg et 240 FCFA/kg.

**Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation hors café et cacao**

(en tonnes)	2 mois 2017	2 mois 2018	Variation (%)
<b>Anacarde</b>	4 926,5	6 609,9	34,2
<b>Ananas</b>	7 737,3	8 333,9	7,7
<b>Banane</b>	67 355,9	79 100,7	17,4
<b>Coton</b>	183 168,6	198 616,8	8,4
<b>Sucre</b>	67 580,8	75 234,8	11,3

Sources : DGE, OPA.

Les perspectives pour le secteur primaire sont favorables, grâce à la mise en œuvre du PNIA 2 qui devrait permettre d'accroître la productivité et de positionner l'économie agricole ivoirienne à un niveau plus élevé de la chaîne des valeurs.

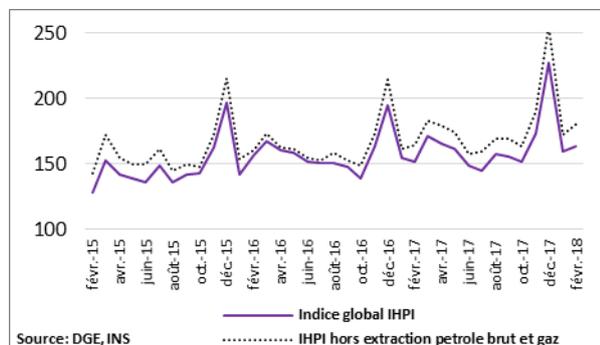
**Secteur secondaire***Evolution favorable de l'activité industrielle et du BTP*

Le secteur secondaire connaît une bonne dynamique, grâce à l'accroissement de la production industrielle et du BTP.

En moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2018, **l'activité industrielle** augmente de 5,7% par rapport à la période correspondante de 2017. Cette évolution est confirmée par la progression de 6,2% de la consommation d'électricité de moyenne tension. L'activité industrielle est portée par les industries manufacturières (+8,9%) tandis que la production de la branche « Electricité, gaz et eau » (+0,6%) augmente

modérément et que les activités extractives se contractent (-10,3%).

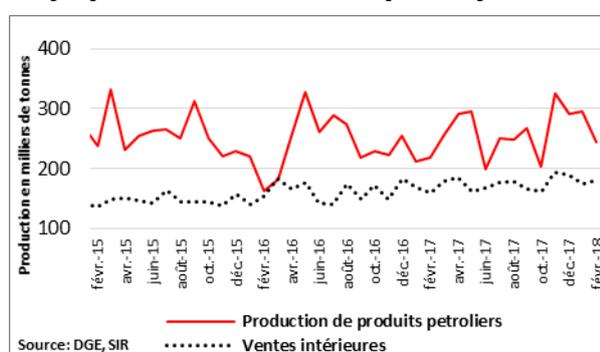
**Graphique 1 : Indice harmonisé de la production industrielle**



Le **secteur manufacturier** bénéficie de la bonne dynamique des « industries agroalimentaires et tabac » (+23,8%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+17,1%), des « industries métalliques » (+6,6%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+9,2%) et des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (+1,5%). Par contre, les activités des « industries du bois et meubles » (-7,8%) se contractent.

Les « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » enregistre une hausse de la production de produits pétroliers de 25,0%, portée par l'essence (+39,7%) et le gasoil (+26,6%) tandis que la production de fuel-oil (-29,8%) baisse.

**Graphique 2 : Production et vente de produits pétroliers**

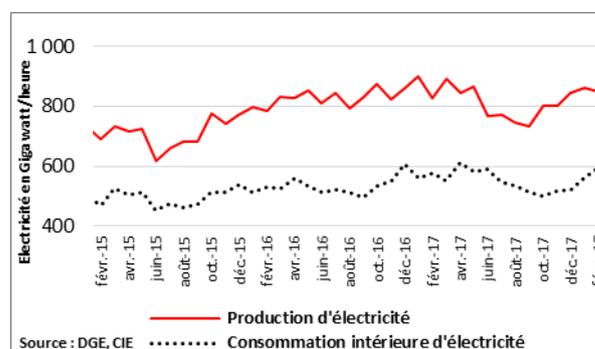


Par ailleurs, dans l'agroalimentaire, en vue de soutenir la transformation locale de la noix de cajou, le Gouvernement a maintenu la subvention de 400 FCFA/kg de noix de cajou transformé et vendu. En outre,

il a été institué dans l'annexe fiscale de 2018, un Droit Unique de Sortie de 10% de la valeur CAF sur la noix brute de cajou qui encourage l'exportation du produit transformé non taxé.

L'activité de la branche « **électricité, gaz et eau** » augmente de 0,6%, sous l'effet conjugué du recul de la « production et distribution d'électricité » (-1,4%) et de la hausse du « captage, traitement et distribution d'eau » (+6,0%).

**Graphique 3 : Production et consommation d'électricité**



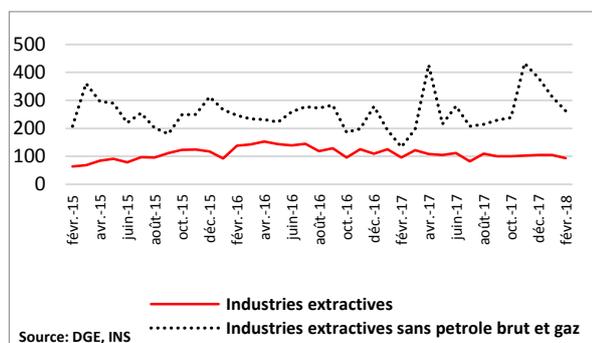
La production nette **d'électricité** s'établit à 1 707,4 Gwh, en retrait de 1,3%. Cette évolution est en relation avec la contraction de la demande extérieure (-29,6%) et le repli de la consommation intérieure de basse tension (-2,5%). Elle se ressent au niveau de l'électricité de source thermique (-10,7%) tandis que l'électricité de source hydraulique (+58,3%) progresse fortement, bénéficiant de la mise en service progressive du barrage de Soubré à partir du mois de mai 2017.

Au niveau des « **industries extractives** » la tendance baissière observée en 2017 se poursuit. L'activité extractive se contracte de 10,3% du fait de la branche « extraction de pétrole brut, de gaz naturel et activité annexes » (-12,6%) tandis que les « autres activités extractives » (+76,1%) progressent.

En effet, la production de **pétrole brut** affiche, à fin février 2018, une baisse de 12,1% provenant des permis CI-40 (-16,9%) et CI-27 (-25,4%). Par contre, les permis CI-26 et CI-11 enregistrent respectivement des hausses de 20,4% et 50,1%.

S'agissant du **gaz naturel**, la production ressort en diminution de 10,5%, en relation avec la baisse constatée au niveau des permis CI-27 (-16,3%), CI-11(-29,7%) et CI-40 (-33,1%).

**Graphique 4 : Indice de production des industries extractives**



### Orientation positive du BTP

L'indicateur avancé du BTP enregistre un accroissement de 23,4% à fin février 2018. Il bénéficie de l'accélération de la mise en œuvre d'un certain nombre de projets d'infrastructures socio-économiques. Cette dynamique devrait se consolider sur le reste de l'année avec le démarrage de projets tels que les travaux d'agrandissement du port de San Pedro, la construction du 4ème pont, la réalisation de trois échangeurs sur le Boulevard Mitterrand et le renforcement des infrastructures hospitalières.

### Secteur tertiaire

#### Poursuite de la tendance haussière en 2018

Le secteur tertiaire est marqué par la progression de toutes les composantes du transport et du commerce de détails.

#### Evolution favorable du commerce de détails

Le chiffre d'affaires du commerce de détails affiche une hausse de 11,8% grâce notamment aux ventes de « produits pétroliers » (+21%) et de « véhicules neufs » (+44%). La progression des ventes des produits pétroliers dénote de la bonne dynamique du secteur du transport. Les ventes de « véhicules neufs » augmentent en relation

avec le programme gouvernemental de renouvellement du parc automobile. Par ailleurs, les ventes de « matériaux de construction, quincaillerie, peinture, verres et articles de verre » croissent de 26,3%, en lien avec le maintien en hausse du secteur du BTP. Toutefois, ces évolutions sont atténuées par le repli du commerce des « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (-16,0%) et des « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (-5,9%).

#### Augmentation des trafics maritime, ferroviaire, aérien et routier

**Le trafic aérien** de passagers commerciaux progresse de 2,0% à fin février 2018, porté essentiellement par le trafic hors Afrique. En effet, le trafic vers l'Europe augmente de 12,8%, et celui vers le reste du monde (hors Afrique et Europe) progresse de 10,9%. A contrario, le trafic national et celui vers l'Afrique reculent respectivement de 30,9% et 1,2%. Le trafic domestique devrait reprendre au cours des mois à venir, avec la reprise des vols Abidjan - San Pedro à la fin du mois de mars 2018, suite à l'achèvement des travaux de réhabilitation de l'aéroport de San Pedro.

En ce qui concerne le transit et le fret aérien, ils enregistrent des progressions respectives de 3,7% et 2,3%.

Au niveau du **transport maritime**, le trafic global de marchandise ressort en progression de 1,1%. Cette évolution provient de la bonne tenue des activités du Port d'Abidjan (+3,2%) tandis que celles du Port de San Pedro reculent (-8,2%).

L'augmentation du trafic global des marchandises au Port d'Abidjan est portée par le trafic national qui s'accroît de 12,1% tandis que les activités de transbordement et de transit reculent respectivement de 60,3% et 18,2%. La dynamique du trafic national provient de la bonne tenue de toutes ses grandes composantes, notamment les produits pétroliers (+23,4%), les produits de pêche (+9,5%) et les marchandises générales (+6,9%).

Le Port de San Pedro enregistre une baisse du trafic global de marchandises en relation essentiellement avec le recul des exportations et des activités de transbordement de 13,9% et 14,6% respectivement. Par contre, les importations augmentent de 3,1%.

Au niveau du **transport ferroviaire** le trafic global de marchandises s'accroît de 17,8%. La poursuite de la hausse amorcée depuis le second semestre 2017 est attribuable notamment à l'amélioration des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

La consommation de gasoil et d'essence, indicateur avancé du **transport routier**, s'affiche en hausse de 12,6%, dénotant de la bonne orientation de l'activité économique nationale.

### **Baisse des prix à la consommation**

En moyenne sur la période sous revue, l'indice harmonisé des prix à la consommation affiche un repli de 0,2% par rapport à fin février 2017. Ce repli est lié à l'effet combiné de la baisse des prix des produits alimentaires (-0,8%) et la stabilité des prix des produits non alimentaires.

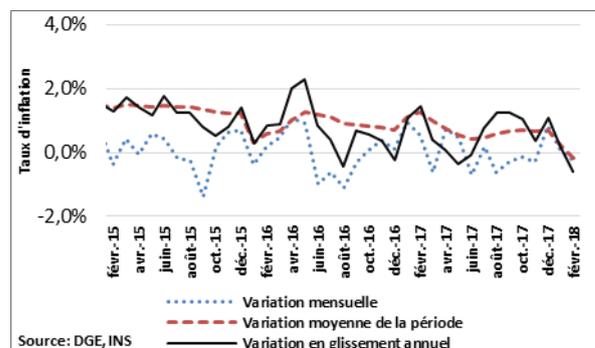
Par ailleurs, le recul des prix est attribuable aussi bien aux produits importés (-0,5%) qu'aux produits locaux (-0,3%).

La baisse enregistrée des prix des produits alimentaires provient des produits frais notamment les « tubercules et plantains » (-15,2%), les « légumes frais » (-5,1%), les « fruits » (-2,4%) et les « céréales non transformées » (-0,7%). Par contre, les prix des « poissons » (+5,8%), des « viandes » (+1,0%), et des « huiles et graisses » (+0,7) croissent.

Concernant les produits non alimentaires, le renchérissement des prix « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+3,5%), des « restaurants et hôtels » (+2,8%), des « articles d'habillement et chaussure » (+0,5%) ainsi que des transports (+0,4%) est compensé par le retrait des prix des « logements, eau, gaz,

électricité et autres combustibles » (-2,5%), de la « santé » (-2,3%) et de la « communication » (-3,2%).

**Graphique 5 : Evolution des taux d'inflation**



L'inflation s'est établie à 0,5% en moyenne annuelle, en deçà du maximum de la norme communautaire fixée à 3%.

### **Hausse continue des effectifs dans l'emploi moderne**

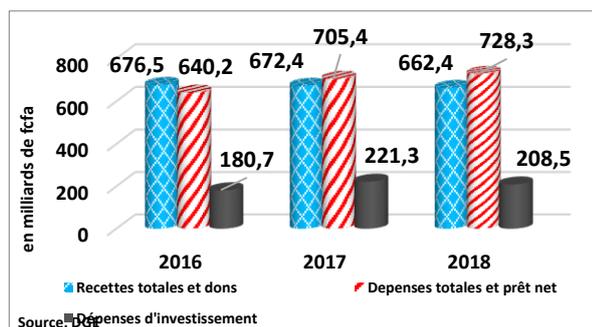
Dans le secteur moderne formel, l'orientation de l'emploi demeure favorable. En effet, le nombre de salariés augmente de 7,0% en glissement annuel à fin février 2018, correspondant à une création nette de 63 124 emplois sur un an. Avec 83,4% (52 653 emplois sur un an) du total des emplois nets créés, le secteur privé enregistre une hausse de l'effectif des salariés de 7,5%.

De même, le secteur public affiche une progression de 5,2% (+10 471 emplois nets sur un an) du nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat.

### **Finances Publiques**

A fin février 2018, les finances publiques sont marquées par un recul des recouvrements des recettes totales et dons et une augmentation des dépenses totales et prêts nets par rapport à la période correspondante de 2017. Les recettes totales et dons s'affichent à 662,4 milliards de FCFA, en retrait de 10 milliards de FCFA. S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils connaissent une augmentation de 22,9 milliards de FCFA pour se situer à 728,3 milliards de FCFA.

Graphique 6 : Principaux agrégats des finances publiques à fin février



### ***Baisse des droits d'enregistrement café-cacao au profit des producteurs***

La moins-value des recettes totales et dons est en lien avec une mobilisation moindre des recettes fiscales du fait de l'abandon des droits d'enregistrement café-cacao (39,9 milliards de FCFA) en vue de soutenir les prix aux producteurs. Toutefois, il est à noter une amélioration des recouvrements des recettes non fiscales de 8,6 milliards de FCFA due aux cotisations de sécurité sociale. En outre, la mobilisation des dons s'améliore en passant de zéro à fin février 2017 à 23,3 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

### ***Faible exécution des dépenses de fonctionnement et d'investissement***

Le dépassement des dépenses totales et prêtes nets de 22,9 milliards de FCFA, par rapport à février 2017, provient principalement de la hausse des dépenses de personnel (+33,9 milliards de FCFA) en lien avec les recrutements dans les secteurs sociaux et de l'accroissement des subventions et transferts (+29,9 milliards de FCFA). Toutefois ces dépassements ont été amoindris par une sous consommation sur les dépenses de fonctionnement (-46,8 milliards de FCFA) et les dépenses d'investissement (-12,8 milliards de FCFA).

### ***Solde budgétaire déficitaire***

Il résulte de ces évolutions, un solde budgétaire déficitaire de 65,9 milliards de FCFA et un solde primaire de base excédentaire de 101,4 milliards de FCFA. Le recours au marché monétaire et financier sous régional à

hauteur de 87,1 milliards de FCFA dont 28,3 milliards de bons de trésor, base trésorerie, a permis de financer le déficit budgétaire, d'apurer une partie des restes à payer des fournisseurs au titre de l'année 2017 et de faire face à la dette arrivée à échéance.

### **Echanges extérieurs**

#### ***Contraction en valeur des exportations sous l'effet de la baisse des prix***

Les échanges extérieurs en commerce spécial et hors biens exceptionnels, au cours des deux premiers mois de l'année 2018, se caractérisent en valeur par une progression des importations (+20,0%) et une contraction des exportations (-15,9%) en glissement annuel. Il en résulte un excédent commercial de 280,9 milliards moins importante que l'excédent de 672,0 milliards réalisé à la période correspondante de l'année précédente. Par ailleurs, les termes de l'échange enregistrent une dégradation de 11,4% consécutive à une baisse des prix à l'exportation (-16,8%) plus prononcée que celle des prix à l'importation (-6,1%).

Le retrait en valeur des exportations est imputable aux ventes de produits primaires (-22,8%) qui fléchissent sous l'effet conjugué d'une baisse des prix (-21,0%) et des volumes (-2,4%).

Le repli des produits primaires en valeur provient notamment du café vert (-37,6%), du cacao fèves (-24,1%) et du caoutchouc (-15,4%). Il est imputable également à la baisse des ventes d'or (-10,7%) et de pétrole brut (-53,2%).

Ces baisses sont amoindries par la hausse de 2,0% des exportations de produits transformés, sous l'effet d'une bonne progression de produits pétroliers (+33,1%).

En ce qui concerne les importations en valeur, leur bonne orientation provient de l'ensemble des composantes que sont les biens d'équipement (+24,6%), les biens intermédiaires (+28,6%) et les biens de consommation (+13,7%).

Les biens de consommation sont tirés essentiellement par les produits pétroliers (+92,6%), malgré la baisse de la facture des achats de riz (-10,1%) et de blé tendre (-34,0%).

Les biens intermédiaires profitent des achats de pétrole brut (+55,0%), de produits chimiques (+46,9%) et de « fer, fonte acier et ouvrage en métaux » (+33,3%).

Quant aux biens d'équipement, ils sont tirés principalement par les commandes de machines mécaniques (+25,8%), de matériels de transport routier (+15,5%) et de machines électriques (+35,0).

## Situation monétaire et financière

### Financement de l'économie orienté à la hausse

Les crédits ordinaires, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts connaissent des hausses respectivement de 127,5 milliards (+2,9%), de 75,4 milliards (+9,0%) et de 270,1 milliards (+17,1%) comparativement à la période correspondante de 2017.

Le montant cumulé des crédits au terme des deux premiers mois de l'année s'élève à 4 496,0 milliards, contre 4 368,5 milliards à fin février 2017, en hausse de 127,5 milliards (+2,9%), porté par l'accroissement des crédits accordés aux « Entreprises individuelles » (+185,2 milliards), à l' « Etat et organismes assimilés » (+178,0 milliards), aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+111,0 milliards), aux « Assurances et caisses de retraite » (+26,2 milliards) et aux « Coopératives et groupements villageois » (+5,4 milliards). Cette croissance a été amoindrie par la baisse des crédits octroyés aux « Particuliers » (-184,1 milliards), aux « Personnels des banques » (-79,2 milliards), à la « Clientèle financière » (-39,7 milliards) et aux « Clients divers » (-20,4 milliards).

Le taux d'intérêt moyen des crédits est ressorti en hausse de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 6,4%. La durée moyenne des crédits s'est située à 20,1 mois à fin février 2018 après 17,1 mois à fin février 2017. La moyenne du taux d'escompte a régressé de 0,4 point de

pourcentage pour s'établir à 7,0% et le taux créditeur moyen appliqué aux dépôts a baissé de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 5,0%.

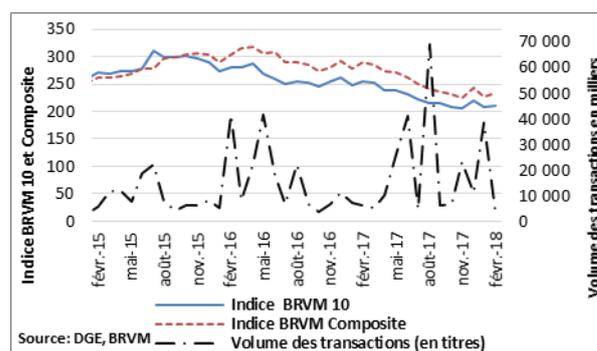
### Principaux indices boursiers en repli

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), en moyenne sur les deux premiers mois de 2018, les principaux indices ressortent en deçà de leur niveau de la période correspondante de 2017. En effet, l'indice BRVM 10 et l'indice BRVM composite affichent des replis respectifs de 16,4% et de 18,5% du fait de la contraction de la majorité des indices sectoriels, à savoir les indices « industries » (-32,5%), « distribution » (-33,7%), « finances » (-17,8%), « services publics » (-15,7%). Seul l'indice « agriculture » s'améliore de 2,9%.

Suivant la même tendance, la capitalisation boursière recule de 5,8% sous l'effet conjugué d'une baisse de la capitalisation du marché des actions (-13,6%) et d'une hausse de la capitalisation du marché des obligations (+18,2%).

Concernant les transactions, le volume transigé augmente de 203,8% et la valeur totale transigée se situe à 20,33 milliards en hausse de 28,4%.

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché est ressortie à 4,53% au mois de février contre 3,12% en janvier, tandis que le taux de rendement moyen s'est situé à 5,30% en baisse de 0,5 points de pourcentage comparé à janvier. Quant à la rentabilité globale moyenne, elle s'est affichée à 15,97% contre -0,26% en janvier 2018

avec un PER<sup>2</sup> moyen de 18,32 (16,6 en janvier) et une prime de risque à -0,54%.

**En conclusion**, l'orientation de l'activité économique est favorable sur les deux premiers mois de l'année 2018. Cette bonne dynamique devrait se poursuivre sur le reste de l'année avec l'accélération prévue de la mise en œuvre des programmes de développement des infrastructures (transport urbain, économie numérique, aéroports, ports, routes). Par ailleurs, en vue d'améliorer le climat des affaires, un accent particulier sera mis sur (i) la dématérialisation et la diminution des coûts des actes administratifs, (ii) la modernisation de la justice, et (iii) la réforme du système fiscal.

---

<sup>2</sup> PER : Price Earning Ratio (Rapport entre le prix de l'action et le dernier dividende versé)

## Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)	
	juin-17	juil.-17	août-17	sept.-17	oct.-17	nov.-17	déc.-17	janv.-18		fev.-18
<b>INTERNATIONAL</b>										
Cours du Pétrole brut	-1,2%	8,4%	10,9%	16,4%	12,1%	33,1%	17,3%	24,7%	16,6%	20,6%
Cours du cacao	-36,0%	-34,8%	-34,4%	-30,6%	-22,7%	-14,9%	-16,2%	-11,1%	4,4%	-3,7%
Cours de l'euro par rapport au dollar	0,0%	3,6%	5,4%	6,2%	7,3%	8,9%	13,4%	15,0%	16,5%	15,8%
<b>ACTIVITE NATIONALE</b>										
<b>Primaire</b>										
<b>Agriculture d'exportation</b>										
Cacao*	63,4%	0,0%	0,0%	41,3%	0,0%	0,0%	1,5%	nd	nd	nc
Café*	-30,0%	0,0%	0,0%	-84,8%	0,0%	0,0%	0,0%	nd	nd	nc
Anacarde	-22,5%	-14,4%	-53,1%	-23,5%	8,0%	15,2%	38,4%	-4,4%	97,8%	34,2%
<b>Secondaire</b>										
IHPI global	-2,1%	-3,9%	4,3%	5,4%	9,1%	6,0%	16,7%	4,4%	8,1%	5,7%
IHPI hors extraction	1,6%	4,6%	6,5%	10,6%	9,7%	10,0%	19,2%	7,8%	9,6%	8,2%
BTP	2,1%	5,6%	7,4%	12,4%	11,3%	10,9%	20,6%	8,9%	27,9%	23,4%
Production d'électricité	-3,5%	-4,9%	-2,7%	-7,0%	-4,5%	-0,6%	0,8%	-4,5%	2,1%	-1,3%
Production de produits pétroliers	10,9%	-1,0%	6,0%	3,1%	27,1%	15,1%	16,5%	39,6%	11,0%	25,0%
Pétrole brut	-21,8%	-46,6%	-5,9%	-21,4%	8,9%	-21,6%	-6,0%	-17,9%	-4,4%	-12,1%
Gaz naturel	-13,3%	-24,5%	-20,2%	-25,4%	-18,7%	-21,1%	-12,4%	-13,8%	-6,8%	-10,5%
<b>Tertiaire</b>										
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	7,6%	15,6%	12,4%	7,4%	9,5%	11,6%	3,0%	12,2%	11,4%	-11,8%
Trafic global maritime	-10,6%	16,6%	-1,5%	30,9%	-5,7%	7,4%	8,3%	12,0%	-8,6%	1,1%
Total voyageurs aérien	11,7%	21,6%	8,7%	7,5%	4,0%	10,2%	5,6%	1,7%	2,3%	2,0%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-20,9%	-24,0%	8,8%	71,1%	8,4%	21,0%	46,2%	20,4%	15,2%	17,8%
<b>Echanges extérieurs<sup>3</sup></b>										
Exportation en valeur	7,7%	5,2%	0,7%	5,0%	8,6%	-14,2%	-5,4%	-6,7%	-24,9%	-15,9%
Importation en valeur	-7,6%	5,9%	20,5%	9,8%	29,9%	17,0%	20,9%	20,0%	20,1%	20,0%
Solde commercial	127,29	-43,93	-12,28	-30,88	-69,88	66,95	219,27	134,32	146,58	280,90
<b>Financement</b>										
Position net du Gouvernement	-6,4%	4,7%	10,2%	4,6%	-1,1%	6,4%	16,0%	nd	nd	nc
Crédit net à l'économie	18,5%	17,8%	19,6%	18,0%	14,5%	10,8%	13,3%	nd	nd	nc
Crédit net à court terme	10,8%	9,1%	11,4%	9,1%	7,5%	2,2%	12,2%	nd	nd	nc
Crédit net à moyen terme	22,6%	23,4%	22,9%	24,1%	25,1%	25,8%	17,1%	nd	nd	nc
Crédit net à long terme	20,4%	19,1%	30,5%	34,1%	25,1%	21,0%	39,8%	nd	nd	nc
Avoir extérieur net	31,1%	31,6%	40,1%	50,8%	40,3%	46,1%	44,9%	nd	nd	nc
<b>Finances publiques</b>										
Recettes totales & Dons	14,8%	10,6%	16,8%	12,0%	11,6%	-0,4%	0,1%	-2,7%	-0,2%	-1,5%
Dépenses totales & Prêts nets	23,8%	37,3%	-33,0%	-17,8%	33,2%	13,0%	38,8%	-5,4%	8,8%	3,2%
Investissement public	13,2%	192,8%	-64,3%	-77,8%	14,7%	59,1%	97,2%	-20,8%	-4,8%	-5,8%
Solde budgétaire global <sup>4</sup>	-103,62	-221,39	-20,41	46,99	-183,58	-103,82	-295,81	76,06	-141,95	-65,89
<b>Prix à la consommation</b>										
IHPC <sup>5</sup>	-0,1%	0,8%	1,3%	1,3%	1,1%	0,4%	1,1%	0,2%	-0,6%	-0,2%
<b>Emploi</b>										
Salariés secteur formel	4,7%	4,8%	5,2%	5,7%	5,4%	6,2%	6,5%	6,8%	7,0%	7,0%
Dont Salariés secteur formel privé	5,1%	5,2%	5,5%	6,3%	5,9%	6,9%	7,2%	7,5%	7,5%	7,5%

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques  
et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200924

Pour en savoir plus :

Sous-direction de la Conjoncture

Email : [sd.c.dppse@dge.gouv.ci](mailto:sd.c.dppse@dge.gouv.ci)

Tel : (+225)20200924/20200925

<sup>3</sup> : Valeurs en milliards de FCFA, hors biens exceptionnels<sup>4</sup> : Niveau en milliards de FCFA<sup>5</sup> : Données trimestrielles<sup>5</sup> : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

nc : non concerné

nd : non disponible